



Israël fait à nouveau peser le spectre de la famine à Gaza

Description

Avec la nouvelle fermeture par Israël du point de passage de Rafah, les Palestiniens craignent un retour de la famine, dont les conséquences continuaient d'être vir.

Par l'Agence Média Palestine, le 9 mars 2026



Lors du dernier ramadan, les Palestiniens de Gaza jeûnaient en pleine famine. Après le cessez-le-feu, elles et ils ne s'attendaient pas à devoir endurer des conditions similaires pour la deuxième année consécutive.

Mais l'annonce israélienne, le 28 février dernier, de la fermeture du point de passage de Rafah, parallèlement à la suspension des autorisations de 37 ONGs de pénétrer dans Gaza, a provoqué des pénuries et flambées de prix et ravivé les craintes des Palestiniens. Pourtant en réalité, le spectre de la famine n'a jamais quitté Gaza.

Depuis le début de sa campagne génocidaire à Gaza, Israël présentait le blocus comme une arme de son génocide : « pas d'électricité, pas d'eau, pas de nourriture, pas de carburant », martelait le ministre de la Défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, qualifiant les Palestiniens-nés « d'animaux humains ».

Mais les autorités israéliennes utilisaient le blocus comme un outil d'affaiblissement de la population des années avant cela. En 2006, une réunion de l'Assemblée ministérielle israélienne chargée de réfléchir aux conséquences du blocus évoquait déjà le calcul aussi précis que cynique des autorités coloniales : « C'est comme un rendez-vous chez le diététicien. Les Palestiniens vont maigrir comme il faut mais ils ne mourront pas », expliquait Dov Weissglas, un conseiller du Premier ministre Ehud Olmert. L'idée était alors de garantir la population gazaouie le minimum vital, ni plus, ni moins, dans l'intention d'éviter une crise humanitaire. Un document gouvernemental déterminait la distribution de 2279 calories par jour en moyenne à chaque habitant-e de Gaza.

Chronologie de l'utilisation de la famine au cours du génocide

Au cours des premiers mois du génocide, le régime israélien a pris des proportions variables au gré de l'attention médiatique et des pressions internationales. En plus de conditionner l'entrée d'aide humanitaire à sa bonne volonté, Israël a rendu les Palestiniens-nés de Gaza toujours plus dépendants de celle-ci en détruisant systématiquement les terres et infrastructures agricoles qui permettaient aux habitant-es une relative autonomie alimentaire.

À de nombreuses reprises, des acteurs internationaux tels qu'OXFAM, le PAM et l'ONU alertent sur une situation dangereuse. Le 9 juillet 2024, pas moins de 11 expert-es mandatés par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont lancé un [appel de détresse](#) concernant la [famine](#) à Gaza.

En mars 2025, Israël a fermé tous les points de passage et empêché l'entrée de toute aide humanitaire ou livraison commerciale, pendant trois mois, provoquant une famine généralisée. Plusieurs [centaines de Palestiniens-nés sont mort-es de faim](#) dans les mois suivants, en conséquence de cette décision.

En mai 2025, la Fondation (soi-disant) humanitaire pour Gaza (GHF) obtenait le monopole des distributions humanitaires, distributions au cours desquelles des centaines de Palestiniens-nés ont trouvé la mort. Ces distributions sont en outre éloignées des populations qui en ont le plus besoin.

En juillet 2025, l'observatoire mondial de la faim (IPC) classe Gaza dans un état d'alerte, affirmant qu'il s'agit d'une « [pire scénario de famine](#) ». L'IPC n'avait avant cela déclaré la famine que quelques rares fois : en Somalie en 2011, au Soudan du Sud en 2017 et 2020, et dans certaines parties de la région occidentale du Darfour au Soudan l'année dernière. Cette déclaration passe donc plus que des mots, dans le combat contre la désinformation d'Israël qui prétend nier la famine qu'il impose sciemment aux habitant-es de Gaza.

En août 2025, l'ONU [déclarait la famine à Gaza](#), précisant qu'il s'agit d'une catastrophe d'origine humaine, d'une condamnation morale et d'un échec pour

l'humanité. C'était la première fois que l'ONU déclarait une famine au Moyen-Orient.

Depuis le cessez-le-feu, la famine en sourdine

C'est en partie la condamnation internationale de cette famine, coupée d'une mobilisation massive des sociétés civiles à travers le monde, qui a imposé à Israël de conclure un accord de paix avec le Hamas en octobre 2025.

Cet accord prévoyait, dès sa première phase entrée en vigueur le 11 octobre, l'entrée quotidienne de 600 camions d'aide humanitaire, une clause qui n'a jamais été respectée par Israël, qui a continué d'entraver considérablement les livraisons.

Les cargaisons commerciales, elles, ont repris sporadiquement, subissant des restrictions arbitraires. Alors que les destructions israéliennes ont créé une crise économique sans précédent, les Gazaoui-es restent cependant majoritairement dépendantes de l'aide humanitaire, [les prix](#) des marchandises étant très élevés et leurs revenus, très bas.

L'annonce de l'interdiction faite à 37 ONGs humanitaires d'opérer dans la bande de Gaza, sans aucune alternative prévue, laisse craindre l'aggravation d'une situation déjà catastrophique. Cette interdiction a été suspendue par la Cour suprême israélienne, mais [le personnel étranger de ces ONGs reste exclu de l'enclave palestinienne](#).

C'est difficile même d'expliquer, expliquait l'Agence Média Palestine la semaine dernière Claire Nicolet, coordinatrice des urgences pour *Médécins sans frontières* (MSF), pour décrire la situation à Gaza. Les gens sont dans une situation de survie permanente.

La situation reste celle que nous avons connue en janvier-février. Notre personnel sur place n'est pas considéré comme illégal, c'est en cela que réside la bonne nouvelle. Mais pour le reste, nous ne sommes pas autorisés à faire transiter du matériel, et notre personnel international ne peut pas passer.

Ce n'est donc pas une levée des restrictions mais un gel de la situation, or cette situation est catastrophique. Tout cela, dans une période où l'on devrait observer une augmentation de l'aide, en vertu de l'accord de cessez-le-feu et de l'urgence humanitaire. Mais c'est l'inverse qui se produit.

Dans l'echo de l'agression israélienne en Iran, de nouvelles restrictions sur Gaza

Les ONG internationales assurent plus de la moitié de l'aide alimentaire, 60 % du soutien aux hôpitaux de terrain, tous les traitements pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë, près de 75 % des activités d'abris, plus de 50 % du déminage.

Personne à Gaza n'a oublié le goût de la faim, explique Mahmoud al-Qarra, un habitant de Khan Younis, à *Mondoweiss*. Ils ne se sont pas encore remis de la famine.

Samedi 28 février dernier au matin, en parallèle de son attaque de l'Iran coordonnée avec les États-Unis, Israël a [fermé tous les points de passage vers Gaza](#), interrompant la circulation des

personnes, de l'aide et des marchandises et provoquant la panique parmi les habitants.

Plus tard dans la journée, l'agence israélienne COGAT, chargée d'administrer les territoires palestiniens occupés, a annoncé que tous les points de passage seraient fermés et que l'aide humanitaire à destination de Gaza serait suspendue jusqu'à nouvel ordre.

Les hausses de prix ont été immédiates et spectaculaires. Un kilogramme d'oignons qui coûtait auparavant trois shekels (environ 1 dollar) se vend désormais 15 shekels (environ 5 dollars). Le prix de l'huile de cuisson est passé de 5 shekels (environ 1,5 dollar) à 13 shekels (environ 4 dollars), tandis que celui du persil a été multiplié par huit.

Chaque fois que nous traversons une famine, c'est pire que la fois précédente, se lamente Rana Rajab, mère de 6 enfants, interrogée par *Middle East Eye*. Hier, le poulet coûtait 46 shekels le kilo, soit plus du double du prix habituel de 20 shekels. Je n'ai pas pu en acheter, alors nous avons mangé les lentilles que j'avais stockées, même si mes enfants ne les aiment pas car elles leur rappellent la famine de l'année dernière.

Le point de passage de Karem Abu Salem avec Israël a été partiellement rouvert mardi 2 mars, permettant l'entrée limitée de carburant et d'aide humanitaire, tandis que les autres points de passage, tels que la frontière de Rafah avec l'Égypte, restent fermés.

L'ONU et l'OCHA ont averti que ces passages n'étaient pas suffisants et appellent à la réouverture du point de passage de Rafah, ainsi qu'à l'augmentation massive des entrées humanitaires pour répondre à l'urgence.

Pourquoi Gaza doit-elle payer le prix de guerres auxquelles elle n'est pas impliquée ? demande Ahmed al-Shoubaki à *Middle East Eye*. Nos vies sont déjà un enfer cause du siège, de la destruction et de la faim.

La mort serait plus miséricordieuse que de vivre dans cette souffrance permanente. Je crains que les points de passage restent fermés pendant longtemps et que nos souffrances ne continuent.

date créée
2026/03/09